



Colloque 3.3

Fracture alimentaire : comment rendre une nourriture saine et bonne accessible au plus grand nombre ?

Intervenants



Animatrice : Elisabeth LAVILLE,
Fondatrice et Directrice
Utopies



Guillaume BAPST, Président et
Fondateur de l'ANDES,
l'Association Nationale des
Epiceries Solidaires



Dorothee BRIAUMONT, Directrice
de SOLAAL

Nous avons maintenant un recul de 15 années par rapport au lancement du PNNS (plan national nutrition santé) et son fameux « manger cinq fruits et légumes par jour ». On ne compte plus les actions de sensibilisation, d'animation ou les campagnes publicitaires engagées pour défendre le PNNS.

On constate que le message est bien passé dans les couches les plus aisées de notre société et des consommateurs mais que malheureusement pour des questions économiques, culturelles, sociologiques : une partie de la population, la plus défavorisée n'a pas accès au menu du PNNS...et plus encore, la fracture entre les deux pôles, riches et pauvres, s'accroît.

En 2006, en moyenne, les personnes défavorisées consacraient 2.60 euros par jour et par personne à l'alimentation quand le PNNS tablait déjà en moyenne sur 3.50 euros par jour et par personne pour atteindre l'objectif d'une alimentation saine et équilibrée. 50% estimaient ne pas manger à leur faim et 36% des femmes en situation de précarité présentaient des symptômes d'obésité ou de carences en fer. Se nourrir moins cher c'est aussi se nourrir plus gras et plus sucré. On estime qu'une calorie pauvre en sucre et en gras (calorie dite pleine) coûte mille fois plus cher qu'une calorie sucrée ou grasse (dite calorie vide).

En 2015, 8.5 millions de français vivent en-dessous du seuil de pauvreté et 3.5 millions d'entre eux se déplacent pour obtenir de l'aide alimentaire. L'aide alimentaire toutes associations confondues accueille majoritairement des familles monoparentales et des seniors. Dans ces populations, on constate une augmentation des pathologies liées à des déséquilibres nutritionnels. 6,5% d'entre eux seulement ont consommé 5 fruits et légumes par jour.

L'association SOLAAL a pour objectif de réunir des acteurs de la chaîne alimentaire en grand nombre et d'organiser des passerelles entre donateurs et récepteurs. Développer la solidarité entre les producteurs agricoles et les filières de l'aide alimentaire. Concrètement, elle aide les agriculteurs dans leur démarche de don : en organisant des moyens de transport, en obtenant pour eux des aides fiscales, en organisant des actions de proximité telles que des glanages, en éditant des guides à destination des donateurs.

L'ANDES, association nationale des épiceries solidaires, compte 300 épiceries solidaires, dans un an il y en aura 500. L'aide alimentaire qui apportait un complément de nourriture il y a dix ans, constitue maintenant pour de nombreux foyers la seule

source alimentaire. Certaines épiceries développent des jardins. Les produits frais représentent 20% de l'offre des épiceries solidaires. Pour autant « fournir » n'est pas « consommer » : mettre à disposition des fruits et légumes ne suffit pas, car les normes de consommation dictées par la télévision, les spots publicitaires orientent les consommateurs vers des produits élaborés qui correspondent aussi à des normes de niveau de vie (en gros le Nutella est plus valorisé que les haricots verts !). Il est impératif de prendre en compte la dimension sociologique dans l'aide alimentaire.

Si on veut réussir à réduire la fracture, il faut s'appuyer sur l'aide alimentaire pour : Développer l'estime de soi, créer des liens et développer l'éducation à l'alimentation, gommer le sentiment de redevabilité, éviter le « c'est mieux que rien » .

Les actions qui sont entreprises désormais prennent en compte ces critères :

Formation des personnes bénévoles, double étiquetage des produits, ateliers culinaires, jeu éducatif (légumady), tenter des expériences nouvelles (découvertes des légumes d'autrefois !), organisation de visites de fermes, opérations de glanage...

Un exemple de projet développé par l'ANDES : « Uniterres » ou comment concrètement valider que « moins X moins = plus » ! On met en présence, sur un terroir (circuit court), les acteurs de l'aide alimentaire en leur demandant de quoi ils ont besoin. Puis on va voir les petites exploitations agricoles en difficulté, et on leur demande à quel prix il pourrait fournir le produit demandé pour que ce soit rentable pour elles. On s'engage à lui payer le prix demandé pendant trois ans pour apporter une solution à la demande de l'association. A l'issue de ces trois ans on table sur un retour à la rentabilité pour l'agriculteur, à sa possibilité de trouver de nouveaux débouchés pour sa production. C'est une démarche gagnant-gagnant.

